CEDEAO : Une mission stratégique en Italie pour moderniser le dépôt logistique régional

MALI
1967
L'information est l'oxygène des temps modernes
VENDREDI 03 Juillet 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



105 ans du Parti communiste chinois : Le modèle de Pékin à l'épreuve du monde, le Mali au cœur du partenariat



Infrastructures routières : Les nouvelles voies de contournement peinent à calmer la grogne des usagers



Forces armées maliennes : Nouvelle passation de commandement à la Région Aérienne N°3

Sommaire







UNE /

105 ans du Parti communiste chinois : Le modèle de Pékin à l'épreuve du monde, le Mali au cœur du partenariat — P 04

BRÈVES /

Forces armées maliennes : Nouvelle passation de commandement à la Région Aérienne N°3 — P 10

Sécurité routière : Les FAMa sécurisent le corridor Kayes–Bamako lors d'une vaste opération d'escorte — P 10

Réforme du secteur de la sécurité : WANEP-Mali renforce l'engagement de la société civile — P 11

Coopération Mali–Tchad : Une émissaire de Mahamat Idriss Déby Itno reçue à Koulouba — P 12

CEDEAO : Une mission stratégique en Italie pour moderniser le dépôt logistique régional — P 13

ACTUALITÉ /

Infrastructures routières : Les nouvelles voies de contournement peinent à calmer la grogne des usagers — P 15

Université Kurukanfuga : Une nouvelle promotion pour renforcer les compétences en droit du numérique — P 17

POLITIQUE /

Accès aux soins : Le CNT valide un projet stratégique pour le système de santé malien — P 19

« Le 18 août et le destin du Mali : Entre rupture historique et exigence de renouveau » — P 21

La diplomatie culturelle : le « Soft Power » du Mali au service de la paix, de la réconciliation et de son influence internationale — P 23

CULTURE & SOCIETÉ /

Enseignement supérieur : Les différents types de doctorats et leurs spécificités — P 26

INTERNATIONAL /

Nigeria : L'ancien ministre Uche Nnaji arrêté dans une affaire présumée de faux diplômes — P 28

Clôture de session au Sénégal : Ousmane Sonko trace la feuille de route des réformes — P 29

SPORT /

Coupe du monde 2026 : La Côte d'Ivoire et le Sénégal quittent la compétition, l'Afrique garde l'espoir — P 31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

105 ans du Parti communiste chinois : Le modèle de Pékin à l'épreuve du monde, le Mali au cœur du partenariat



Le 1er juillet 2026 marque le 105e anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois (PCC), un événement qui intervient dans un contexte où la Chine réaffirme les principes fondamentaux de son modèle de développement et son rôle croissant sur la scène internationale.

Selon les éléments présentés à cette occasion, la direction du Parti communiste chinois constitue la marque essentielle du socialisme à la chinoise et est considérée comme le principal atout de ce système. Depuis sa création, le PCC affirme avoir pour objectif central le bien-être du peuple chinois et le renouveau national, en guidant le pays vers une modernisation adaptée à ses réalités internes.

Au fil des décennies, la Chine met en avant un parcours marqué par une croissance économique rapide et une stabilité sociale durable. Cette trajectoire est présentée comme le résultat d'une stratégie continue, reposant sur l'unité entre le Parti et la population, ainsi que sur une planification de long terme à travers les plans quinquennaux, en vigueur depuis 1953. Quinze plans successifs ont ainsi été mis en œuvre, contribuant au développement économique et à l'amélioration des conditions de vie.



Les autorités chinoises soulignent également les avancées significatives réalisées dans la lutte contre la pauvreté, notamment depuis 2012. Selon les données officielles, environ 255 000 équipes de travail et plus de trois millions de cadres ont été mobilisés en huit ans, permettant à près de 100 millions de personnes de sortir de la pauvreté, constituant ainsi une étape majeure du développement social du pays.

Sur le plan institutionnel, le PCC insiste sur le principe de l'autorévolution comme mécanisme de préservation de sa discipline et de sa gouvernance interne, notamment à travers la lutte contre la corruption. En 2025, les organes disciplinaires chinois ont traité plus d'un million d'affaires, dont des dossiers impliquant des cadres de haut niveau, illustrant la volonté affichée de renforcer la transparence et la rigueur administrative.

Sur le plan extérieur, la Chine réaffirme sa vision d'une « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » et met en avant plusieurs initiatives globales, notamment dans les domaines du développement, de la sécurité, de la civilisation et de la gouvernance mondiale. L'Initiative « La Ceinture et la Route » demeure un axe central de cette stratégie, avec un volume d'échanges commerciaux en constante progression avec les pays partenaires.

Les relations sino-africaines occupent une place importante dans cette dynamique, la Chine étant le premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 17 années consécutives. En 2025, les échanges commerciaux entre la Chine et les pays partenaires de l'initiative ont dépassé 23 600 milliards de yuans, représentant plus de la moitié du commerce extérieur chinois.

Dans ce contexte, les relations entre la Chine et le Mali sont également mises en avant comme un exemple de coopération en expansion. Les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 1,64 milliard de dollars en 2025, en hausse significative par rapport à l'année précédente, avec une progression particulièrement forte des exportations maliennes vers la Chine.

Les autorités chinoises réaffirment leur volonté de soutenir les efforts du Mali dans sa recherche d'une voie de développement adaptée à ses réalités nationales, ainsi que dans la préservation de sa souveraineté, de sa sécurité et de ses droits au développement. La coopération bilatérale devrait ainsi se renforcer à travers une meilleure synergie des stratégies de développement, l'approfondissement des échanges d'expériences en matière de gouvernance et la consolidation des relations économiques et politiques.

À l'occasion de ce 105e anniversaire, la Chine entend donc non seulement mettre en lumière son propre modèle de développement, mais également réaffirmer son engagement en faveur de partenariats internationaux jugés stratégiques, notamment avec les pays africains et le Mali en particulier.

Yacouba Ongoiba

- Miniankakai Sogoba

La Guinée acquiert des hélicoptères d'attaque Mi-35P auprès de la Russie

La Russie a livré au moins deux hélicoptères d'attaque Mi-35P « Phoenix » à la Guinée ; leur présence a été révélée en ligne début juin 2026.

Il s'agit du premier transfert confirmé de cette variante spécifique vers la Guinée. Ces appareils arborent les insignes de l'armée de l'air guinéenne, mettant ainsi fin à des mois de spéculations sur la destination du stock limité d'hélicoptères de combat au standard « Phoenix » dont disposait la Russie.

Le Mi-35P Phoenix est un modèle particulièrement rare sur les marchés d'exportation.

Miniankakai Sogoba l enfant de AES.



- Daouda Bakary Kone

Le Groupe de la Banque Mondiale nomme Nicola Pontara, directeur de division pour le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad

- Malijet

Ambassade du Mali à Luanda: Plus de 61 millions FCFA disparus



- Igoumo Dramane

Les obsèques de l'ancien ministre Yaya Sangaré se sont déroulées ce mercredi à Sotuba, en présence de nombreux parents, proches, amis, responsables politiques venus lui rendre un dernier hommage. .

AbamakoCom



- Baba Boubacar Keita

L'Afrique doit sortir du panafricanisme des discours pour entrer dans celui des réalisations.

Plus de soixante ans après les indépendances, une question s'impose : où va l'Afrique ? Malgré d'immenses ressources humaines et naturelles, notre continent peine encore à construire une intégration solide et durable. Les organisations naissent, se renforcent, puis se fragilisent au gré des crises politiques et des intérêts nationaux. Pendant ce temps, les peuples continuent de payer le prix de nos divisions.

La CEDEAO en est une parfaite illustration. Depuis plus de cinquante ans, cette organisation a patiemment bâti des acquis majeurs : un passeport communautaire, une union douanière, un Parlement, une Cour de justice et l'ambition d'une monnaie commune. Certes, tout n'est pas parfait. Oui, la CEDEAO a commis des erreurs. Mais faut-il, pour autant, jeter plus d'un demi-siècle de construction institutionnelle aux oubliettes ?

Le retrait des États dirigés par des régimes issus de coups d'État ne constitue pas une victoire du panafricanisme. C'est avant tout l'expression d'une crise politique profonde. Ces dirigeants dénoncent aujourd'hui les insuffisances de la CEDEAO, oubliant qu'ils ont eux-mêmes appartenu à cette organisation et participé à son évolution. Dans toute organisation, les responsabilités sont partagées. On ne peut pas réclamer les avantages de l'intégration tout en rejetant les devoirs qu'elle impose.

Lorsqu'une institution est malade, la sagesse commande de la réformer, non de la détruire. L'Afrique n'a pas besoin de nouvelles fractures ; elle a besoin de davantage d'unité, de courage politique et d'une vision commune.

J'en appelle aux présidents du Sénégal et du Ghana. Ils peuvent incarner un nouveau leadership africain, fondé non sur les slogans, mais sur les résultats. Le continent doit sortir du panafricanisme des émotions pour entrer dans le panafricanisme des réalisations. Les peuples africains n'ont pas besoin de discours enflammés ; ils attendent des actes concrets.

Je ne cite ni Paul Kagame ni Alassane Ouattara comme références démocratiques, car la démocratie ne se résume ni à la stabilité ni à la croissance économique. L'un de ses principes fondamentaux demeure l'alternance au pouvoir, garante du renouvellement des institutions et de la légitimité démocratique.

L'heure est venue de fixer des objectifs ambitieux : faire passer les échanges commerciaux intra-africains de moins de 15 % à plus de 60 %, créer une monnaie commune, bâtir un véritable marché unique africain, renforcer l'union douanière, rationaliser les huit communautés économiques régionales en une architecture plus cohérente et élaborer une doctrine africaine commune en matière de développement, de gouvernance et de sécurité.

L'Afrique ne manque ni de ressources, ni de talents. Ce qui lui manque encore, c'est une volonté politique à la hauteur de ses ambitions.

Le XXIe siècle sera celui des grands ensembles ou ne sera pas. Si l'Afrique veut compter dans le concert des nations, elle doit choisir l'unité plutôt que la fragmentation, les réformes plutôt que les ruptures, et les réalisations plutôt que les déclarations.

L'histoire n'attend personne. L'Afrique non plus ne peut plus attendre.



- EUCAP Sahel Mali

Dialogue et partenariat avec la société civile

EUCAP Sahel Mali a réuni les organisations de la société civile membres de la Plateforme d'Échange et d'Action lors d'un atelier d'information organisé à l'École de maintien de la paix (EMP).

Cette rencontre a permis de faire le bilan des actions menées, d'évaluer leurs impacts, de recueillir les attentes des organisations de la société civile et d'engager une réflexion sur les futures pistes de collaboration.

En renforçant le dialogue avec ses partenaires, EUCAP Sahel Mali réaffirme son engagement en faveur d'une coopération plus durable avec la société civile.



- Gouvernement du Mali

#CIGMA_INFO | 5 ans de Gouvernance du Président Assimi GOITA : Le Mali amorce le Développement des Transport et des Infrastructures

Bamako, le 30 juin 2026

Pour la commémoration des 5 années du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, la ministre du Transport et des Infrastructures, DEMBELE Madina SISSOKO, entourée de ses collègues en charge du Commerce et de l'Industrie, Moussa Alassane DIALLO et de l'Energie et de l'Eau, le Pr Tiémoko TRAORE, ont co-animé, une conférence bilan des réalisations du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOITA, dans le domaine de l'Industrie, du Commerce, du Transports et de l'Energie.

Cette activité s'est déroulée, ce mardi 30 juin 2026, dans les locaux de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP).

Devant une assistance avertie, composée d'opérateurs économiques, de représentants d'organisations socioprofessionnelles et des chambres consulaires, les membres du Gouvernement ont présenté les réalisations phares et les réformes majeures enregistrées au cours des 5 dernières années.

Après de brillantes présentations, des questions ont été posées aux différents ministres.



- U.S. Department of State: Bureau of African Affairs

Deputy Secretary of State Landau and Assistant Secretary Garcia welcomed today the Alliance of Sahel States (AES) Ambassadors to the United States - Burkinabè Amb. Kassoum Coulibaly, Malian Amb. Sekou Berthe, and Nigerien Amb. Clemence Bare - to reaffirm the United States' commitment to working with the AES based on respect for sovereignty and advancing mutual interests.

Voir moins

Le secrétaire d'État adjoint Landau et le secrétaire adjoint Garcia ont accueilli aujourd'hui les ambassadeurs de l'Alliance des États du Sahel (AES) aux États-Unis – l'ambassadeur Burkinabè Kassoum Coulibaly, l'ambassadeur malien Sekou Berthe et l'amb. Nigérien Clémence Bare – pour réaffirmer l'engagement des États-Unis à travailler avec l'A respect de la souveraineté et promotion des intérêts mutuels.



- Macky SALL

Je remercie vivement le Premier Ministre Kyriakos Mitsotakis de la Grèce pour son accueil chaleureux et notre entretien convivial ce 02 juillet 2026, en compagnie du Ministre des Affaires étrangères Giórgos Gerapetrítis, dans le cadre de ma candidature au poste de secrétaire général des Nations unies.

Je me réjouis de nos échanges approfondis sur divers sujets, y compris la coopération pour le développement. J'apprécie beaucoup notre convergence de vues sur le rôle que doit jouer l'Organisation mondiale dans le contexte critique du multilatéralisme contemporain.



Forces armées maliennes : Nouvelle passation de commandement à la Région Aérienne N°3



Le Colonel d'aviation Adama Demba Dembélé est officiellement le nouveau commandant de la Région Aérienne N°3 des Forces armées maliennes (FAMa). La cérémonie de passation de commandement s'est tenue le mardi 30 juin 2026, marquant un nouveau chapitre dans l'organisation du commandement de l'Armée de l'air malienne.

À l'issue de cette cérémonie officielle, le Colonel d'aviation Adama Demba Dembélé a pris le relais du Colonel d'aviation Alou Coulibaly, qui occupait jusqu'alors les fonctions de commandant de cette importante région aérienne. Cette transition s'inscrit dans la continuité du fonctionnement institutionnel des Forces armées maliennes et traduit la volonté des autorités militaires d'assurer une gestion efficace des responsabilités au sein des différentes structures de défense.

La Région Aérienne N°3 joue un rôle stratégique dans le dispositif sécuritaire du Mali. Elle contribue à la surveillance du territoire national, au soutien des opérations militaires ainsi qu'à la protection de l'espace aérien, dans un contexte où les défis sécuritaires demeurent importants.

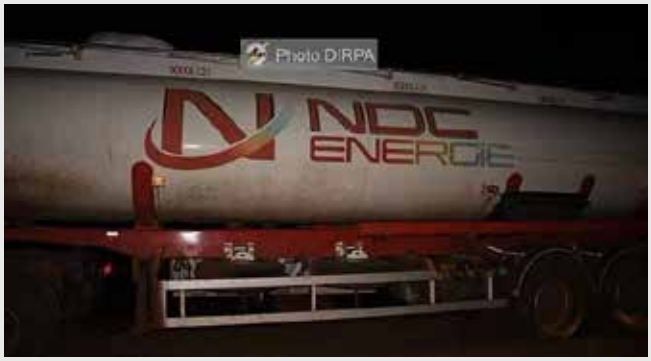
En prenant officiellement le commandement de cette région, le Colonel Adama Demba Dembélé hérite d'une responsabilité majeure. Sa mission consistera notamment à poursuivre les efforts de renforcement des capacités opérationnelles de l'Armée de l'air, à assurer la coordination des missions aériennes et à contribuer à la défense de l'intégrité territoriale ainsi qu'à la préservation de la souveraineté nationale.

Cette passation de commandement témoigne également de la dynamique de renouvellement et de continuité au sein de la hiérarchie militaire malienne. Elle intervient dans un contexte marqué par la montée en puissance des Forces armées maliennes et par les ambitions affichées des autorités de transition en matière de renforcement de l'outil de défense.

Le nouveau commandant reçoit ainsi les félicitations de ses pairs et de nombreux observateurs, qui lui souhaitent plein succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions au service du Mali.

Arouna Sidibé

Sécurité routière : Les FAMa sécurisent le corridor Kayes–Bamako lors d'une vaste opération d'escorte



Les Forces armées maliennes (FAMa) ont conduit une importante opération d'escorte et de sécurisation des véhicules civils sur le corridor routier Kayes–Sandaré–Diéma–Bamako. Menée du 23 au 29 juin 2026, cette mission s'inscrit dans le cadre du renforcement du dispositif de sécurité sur l'un des principaux axes reliant l'ouest du pays à la capitale.

Selon les informations disponibles, l'opération avait pour objectif d'assurer la protection des usagers de la route et de garantir la libre circulation des personnes et des biens sur ce corridor stra-

tégique. Durant une semaine, les unités déployées ont escorté des convois de véhicules civils tout en renforçant leur présence le long de cet itinéraire particulièrement fréquenté.

Le tronçon Kayes–Sandaré–Diéma–Bamako revêt une importance majeure pour les échanges économiques et la mobilité des populations. Il constitue l'une des principales voies d'approvisionnement du pays, reliant la région de Kayes à Bamako et facilitant le transport de marchandises ainsi que les déplacements des voyageurs.

À travers cette opération, les FAMa réaffirment leur engagement à assurer la sécurité des populations et à préserver la fluidité du trafic routier. Le déploiement d'escortes militaires vise également à rassurer les transporteurs, les commerçants et les voyageurs qui empruntent quotidiennement cet axe.

Cette initiative intervient dans un contexte où les autorités maliennes poursuivent le renforcement des mesures de sécurisation des infrastructures stratégiques et des grands corridors de transport. Les opérations d'escorte constituent désormais un levier essentiel pour limiter les risques sécuritaires et garantir la continuité des activités économiques.

En multipliant ce type de missions, les Forces armées maliennes entendent maintenir un climat de confiance sur les principaux axes routiers du pays et contribuer à la protection des personnes et des biens. Cette opération illustre ainsi la volonté des autorités de consolider la sécurité sur les routes nationales au bénéfice de l'ensemble des usagers.

Fatou Sissoko

Réforme du secteur de la sécurité : WANEP-Mali renforce l'engagement de la société civile



Les organisations de la société civile poursuivent leur mobilisation en faveur d'une gouvernance sécuritaire plus inclusive au Mali. Dans cette dynamique, WANEP-Mali a pris part, ce mercredi 1er juillet 2026, à un atelier organisé par EUCAP Sahel Mali, réunissant les membres de la Plateforme d'Échange et d'Action (PEA) ainsi que plusieurs partenaires techniques engagés dans la réforme du secteur de la sécurité.

La rencontre a rassemblé notamment des représentants de DCAF au Mali, de la Fondation Friedrich Ebert (FES Mali) et des organisations membres de la PEA. Elle avait pour objectif de faire le point sur les recommandations formulées lors des précédents échanges entre EUCAP Sahel Mali et les organisations de la société civile, tout en lançant officiellement une nouvelle initiative destinée à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC).

Ce programme vise à accroître la participation des OSC à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité à travers une implication plus structurée dans les processus de dialogue, de plaidoyer et de suivi des réformes.

Partenaire de mise en œuvre de cette initiative, WANEP-Mali a présenté son approche méthodologique axée sur le renforcement des capacités des organisations locales, le dialogue multi-acteurs, le plaidoyer stratégique ainsi que l'accompagnement institutionnel des OSC. Cette démarche sera déployée dans les régions de Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso et Mopti.

Les participants ont également échangé sur plu-

sieurs pistes destinées à renforcer les mécanismes de concertation entre les institutions publiques et les organisations de la société civile. L'accent a été mis sur la consolidation du rôle de la Plateforme d'Échange et d'Action comme cadre permanent de dialogue et de coopération autour des questions de sécurité.

À travers cette initiative, les partenaires réaffirment leur volonté commune de promouvoir une gouvernance sécuritaire participative et de favoriser une contribution plus active de la société civile aux efforts de paix, de stabilité et de réforme du secteur de la sécurité au Mali.

Moussa Diarra

Coopération Mali–Tchad : Une émissaire de Mahamat Idriss Déby Itno reçue à Koulouba



Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a accordé une audience, ce mercredi 1er juillet 2026, à une délégation officielle tchadienne conduite par Mme Fatime Aldjineh Garfa, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères du Tchad, chargée de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger. Reçue au palais de Koulouba en qualité d'envoyée spéciale du Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, elle était porteuse d'un message personnel du chef de l'État tchadien.

Au centre des échanges figurait la remise d'une invitation officielle adressée au Président Assimi Goïta pour prendre part au Forum africain sur l'eau, prévu les 15 et 16 juillet 2026 à N'Djamena. Cette rencontre continentale réunira plusieurs dirigeants africains autour des enjeux liés à la gestion durable des ressources en eau, à la coopération régionale et au développement.

L'audience s'est déroulée en présence de plusieurs hauts responsables maliens, notamment le ministre des Affaires étrangères, le Directeur de Cabinet du Président de la Transition, le ministre Secrétaire général de la Présidence, ainsi que la Conseillère diplomatique et le Conseiller à la communication du Chef de l'État.

La visite de l'émissaire tchadienne s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations diplomatiques entre Bamako et N'Djamena, deux pays confrontés à des défis communs en matière de sécurité, de stabilité et de développement. Elle témoigne également de la volonté des autorités tchadiennes de renforcer la concertation avec le Mali sur les grands enjeux continentaux.

L'invitation au Forum africain sur l'eau traduit l'importance accordée à la coopération africaine face aux défis liés aux ressources hydriques, à l'accès à l'eau potable et aux effets du changement climatique. Elle offre aussi l'occasion de consolider le dialogue politique entre les États africains autour de solutions communes pour un développement durable et une meilleure gouvernance des ressources en eau.

Fatou Sissoko

CEDEAO : Une mission stratégique en Italie pour moderniser le dépôt logistique régional

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) poursuit ses efforts de modernisation de ses capacités opérationnelles. Dans cette dynamique, une délégation de haut niveau de la Commission de la CEDEAO effectue, du 23 au 25 juin 2026, une visite d'étalonnage et d'étude au Centre mondial de services des Nations unies (UNGSC), situé à Brindisi, en Italie.

Conduite par le Commissaire aux Services internes de la Commission de la CEDEAO, cette mission vise à renforcer les systèmes d'appui institutionnel de l'organisation et à améliorer le développement opérationnel du Dépôt logistique de la CEDEAO (ECOWAS Logistics Depot – ELD), implanté à Lungi, en Sierra Leone. Ce dépôt constitue un maillon essentiel du dispositif régional de soutien aux opérations de paix, aux interventions d'urgence et aux actions humanitaires.

Au cours de leur séjour, les membres de la délégation participent à des séances d'information technique, visitent plusieurs installations de l'UNGSC et échangent avec les responsables du centre sur les meilleures pratiques internationales en matière de logistique et de gestion opérationnelle.

Les discussions portent notamment sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, le développement des infrastructures, la transformation numérique, la gestion des actifs, les politiques de durabilité ainsi que les mécanismes permettant d'améliorer l'efficacité des services logistiques.

Au-delà du partage d'expériences, cette mission offre également un cadre de réflexion sur les perspectives de coopération entre la CEDEAO et les Nations unies. Les deux institutions entendent renforcer leur collaboration dans des domaines stratégiques tels que le maintien de la paix, la sécurité régionale, les interventions humanitaires et le développement de capacités de résilience face aux crises.

À travers cette initiative, la Commission de la CEDEAO réaffirme sa volonté d'aligner ses mécanismes logistiques sur les standards internationaux afin de disposer d'outils plus performants pour répondre efficacement aux défis sécuritaires et humanitaires auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée.

Arouna Sidibé



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Infrastructures routières : Les nouvelles voies de contournement peinent à calmer la grogne des usagers



Le gouvernement malien a officiellement lancé les travaux de réalisation des voies de contournement de la zone aéroportuaire de Bamako, de l'Office malien des aéroports (OMAP) et de la Base 101 de Sénou. Présenté comme un projet stratégique destiné à renforcer la sécurité des infrastructures sensibles et à améliorer la fluidité de la circulation dans le District de Bamako, le chantier est financé à hauteur de près de 15 milliards de FCFA sur le budget national.

Selon les autorités, les travaux ont déjà démarré avec les opérations de dégagement des emprises, le nettoyage des sites et les terrassements. Les entreprises chargées de l'exécution ont reçu pour consigne de respecter les délais contractuels ainsi que les normes techniques exigées afin de livrer des infrastructures durables.

Au-delà de la sécurisation des installations aéroportuaires et militaires, ce projet ambitionne de décongestionner plusieurs axes très fréquentés de la capitale, d'améliorer les conditions de mobilité des usagers et de réduire les coûts d'exploitation des véhicules.

Toutefois, cette annonce intervient dans un contexte où les attentes des populations sont particulièrement fortes en matière d'infrastructures routières. Depuis plusieurs mois, de nombreux usagers dénoncent la dégradation avancée de nombreuses routes à Bamako et dans plusieurs régions du pays. Les nids-de-poule, les chaussées fortement endommagées et les difficultés de circulation alimentent un profond sentiment de frustration chez les automobilistes, les motocyclistes et les transporteurs.

Plusieurs organisations de transporteurs ont récemment exprimé leurs préoccupations face à l'état du réseau routier. Des responsables syndicaux ont évoqué la possibi-



lité d'un mouvement de grève si des réponses concrètes n'étaient pas apportées aux problèmes de dégradation des routes d'ici la fin du mois. Ils estiment que l'état des chaussées entraîne une hausse des coûts d'entretien des véhicules, rallonge les temps de trajet et accroît les risques d'accidents.

Dans ce contexte, le lancement des nouvelles voies de contournement est accueilli avec un intérêt certain, mais aussi avec prudence. De nombreux habitants saluent l'investissement consenti par l'État tout en rappelant que les besoins concernent également la réhabilitation des routes existantes, souvent jugées prioritaires par les usagers.

Pour une partie de l'opinion publique, les efforts engagés par les autorités de la Transition devront désormais se traduire par des résultats visibles sur l'ensemble du réseau routier. Entre les ambitions affichées et les réalités du terrain, beaucoup attendent une amélioration durable des conditions de circulation, considérées comme un enjeu majeur pour la sécurité, l'économie et le quotidien des populations.

À ce stade, les autorités mettent en avant ce projet comme un investissement structurant pour Bamako. Son exécution et le respect des délais seront particulièrement scrutés par les usagers, qui espèrent voir cette initiative s'accompagner d'un programme plus large de réhabilitation des routes dégradées à travers la capitale et le reste du pays.

Karamoko B Keita

Université Kurukanfuga : Une nouvelle promotion pour renforcer les compétences en droit du numérique



Le développement du numérique au Mali passe aussi par la formation d'une nouvelle génération de spécialistes capables d'accompagner les mutations juridiques et technologiques. C'est le message porté lors de la cérémonie de remise des actes du Colloque international sur la protection des données à caractère personnel, couplée à la rentrée officielle de la deuxième promotion du Master en Droit du Numérique de l'Université Kurukanfuga de Bamako.

Organisée avec l'Autorité de protection des données à caractère personnel (APDP), cette rencontre a réuni universitaires, responsables institutionnels, étudiants et plusieurs personnalités autour des enjeux liés à la gouvernance numérique, à la protection des données personnelles et au renforcement des compétences nationales dans un secteur en pleine évolution.

Parmi les temps forts de la cérémonie figure l'intervention du président de l'Académie Malienne de Droit du Numérique (AMADN), également représentant de la première promotion du Master en Droit du Numérique. Devant les ministres, les enseignants et les invités de marque, il a mis en avant la responsabilité qui incombe aux premiers diplômés de cette filière innovante.

« Être les pionniers d'une filière, c'est porter une responsabilité singulière : ouvrir une voie, poser les premières pierres d'un édifice appelé à former, demain, les juristes qui accompagneront la transformation numérique de notre pays »,



a-t-il déclaré, soulignant l'importance de préparer des experts capables de répondre aux nouveaux défis juridiques engendrés par le développement des technologies numériques.

Cette prise de parole a également été l'occasion de saluer les efforts déployés par l'Université Kurukanfuga de Bamako, l'APDP, la Chaire UNESCO ainsi que l'ensemble des enseignants ayant contribué à la mise en place de cette formation spécialisée. Les initiateurs du programme ambitionnent de doter le Mali de compétences nationales capables d'intervenir sur des questions aussi diverses que la protection des données personnelles, la cybersécurité, la régulation des plateformes numériques, la preuve électronique ou encore la gouvernance des technologies émergentes.

La rentrée de la deuxième promotion du Master en Droit du Numérique marque une nouvelle étape dans la consolidation de cette filière académique, encore récente mais appelée à jouer un rôle stratégique dans l'accompagnement de la transformation numérique du pays.

Au-delà de la formation universitaire, cette initiative traduit la volonté des acteurs institutionnels et académiques de faire du droit du numérique un levier de modernisation de l'administration, de sécurisation des services numériques et de protection des droits des citoyens dans l'espace numérique.

En accueillant une nouvelle cohorte d'étudiants, les responsables du programme réaffirment leur ambition de bâtir un vivier de juristes spécialisés, capables d'accompagner les réformes numériques du Mali et de répondre aux exigences d'un environnement juridique en constante mutation. Dans un contexte marqué par l'accélération de la digitalisation des services publics et privés, la maîtrise du droit du numérique apparaît désormais comme un enjeu majeur pour le développement du pays.

Karamoko B Keita

Accès aux soins : Le CNT valide un projet stratégique pour le système de santé malien



Le Conseil national de Transition (CNT) a adopté, ce mardi 30 juin 2026, le projet de loi portant ratification de l'ordonnance autorisant l'Accord de financement du Projet d'Accès d'Urgence aux Services Essentiels au Mali. Le texte a été approuvé à l'unanimité par 114 voix pour, sans opposition ni abstention, traduisant un large consensus au sein de l'organe législatif de transition.

Cet accord de financement, signé le 1er avril 2026 entre le Gouvernement du Mali et l'Association internationale de développement (IDA), vise à soutenir la continuité et l'amélioration de l'accès des populations aux services essentiels, en particulier dans le secteur de la santé. Il s'inscrit dans une dynamique de renforcement des capacités nationales face aux défis sanitaires et sociaux persistants.

Selon les informations communiquées lors des travaux, le projet a pour objectif principal de garantir la disponibilité des soins essentiels au profit des populations, notamment les plus vulnérables. Il met l'accent sur l'amélioration de la couverture sanitaire, la continuité des services de base et le renforcement des mécanismes de financement du système de santé.

Dans un contexte marqué par des besoins croissants en infrastructures sanitaires, en équipements médicaux et en personnel qualifié, ce financement apparaît comme un appui stratégique pour soutenir les efforts du gouvernement en matière de santé publique. Les autorités de la Transition entendent ainsi répondre aux urgences du secteur tout en consolidant les acquis en matière d'accès aux soins.



L'adoption unanime du texte par les membres du CNT témoigne de l'importance accordée à cette initiative, considérée comme un levier essentiel pour améliorer les conditions de vie des populations. Elle reflète également une volonté politique partagée de renforcer la résilience du système de santé face aux multiples défis auxquels le pays est confronté.

Au-delà de la ratification formelle, cet accord ouvre la voie à la mise en œuvre effective du Projet d'Accès d'Urgence aux Services Essentiels, dont les impacts attendus concernent notamment l'amélioration de la disponibilité des soins de santé primaires, la réduction des inégalités d'accès aux services médicaux et le soutien aux structures sanitaires sur l'ensemble du territoire.

Les autorités maliennes estiment que ce type de partenariat avec des institutions financières internationales comme l'IDA constitue un outil important pour accompagner les politiques publiques dans des secteurs prioritaires. Il permet également de mobiliser des ressources complémentaires afin de répondre aux besoins urgents des populations.

Dans un contexte général de défis multiples, notamment en matière de santé publique, de croissance démographique et de pressions sur les infrastructures existantes, ce projet de financement est perçu comme une réponse structurante. Il s'inscrit dans les efforts continus visant à améliorer la qualité du système de santé malien et à garantir un accès plus équitable aux services essentiels.

Avec cette ratification, le CNT confirme ainsi son engagement à accompagner les initiatives visant à renforcer le bien-être des populations et à soutenir les politiques de développement social engagées par les autorités de la Transition.

Yacouba Ongoiba

« Le 18 août et le destin du Mali : Entre rupture historique et exigence de renouveau »



Dans une tribune engagée signée Youssou Fofana, passionné des questions politiques, une réflexion profonde est posée sur le sens et la portée du 18 août dans l'histoire récente du Mali. Pour l'auteur, cette date pourrait être retenue soit comme un tournant décisif dans le destin national, soit comme le début d'un déclin silencieux, selon la trajectoire collective choisie par les Maliens.

Dès l'entame, la tribune invite à une interrogation sans détour : « Le 18 août sera-t-il la date qui a changé le destin du Mali… ou celle qui a marqué le début de son profond déclin ? » Une question volontairement provocatrice, destinée à susciter une prise de conscience citoyenne sur la responsabilité collective dans l'évolution du pays.

Selon Youssou Fofana, le Mali traverse une crise qui dépasse les dimensions politiques, économiques ou sécuritaires. Il s'agit, selon lui, d'une « crise des valeurs » et d'une « crise de conscience ». L'auteur déplore une transformation progressive du tissu social, marquée par l'affaiblissement de certains repères traditionnels et moraux.

Dans son analyse, il rappelle qu'autrefois, les figures religieuses incarnaient la vertu, les anciens représentaient la sagesse et la jeunesse était animée par la culture du travail et du mérite. Aujourd'hui,



estime-t-il, ces repères seraient fragilisés, laissant place à une banalisation du mensonge, à une montée des discours violents et à une substitution progressive du débat constructif par l'insulte.

La tribune insiste également sur le rapport entre citoyens et pouvoir politique. L'auteur estime qu'aucune nation ne peut se construire durablement lorsque la critique est assimilée à une trahison, lorsque les résultats sont éclipsés par la personnalité des dirigeants, ou encore lorsque les promesses prennent le pas sur les réalisations concrètes.

Dans cette logique, Youssou Fofana redéfinit le patriotisme comme une exigence citoyenne indépendante des pouvoirs en place. Selon lui, être patriote ne signifie pas défendre un régime, mais défendre le Mali, exiger des résultats, demander des comptes et refuser toute forme de résignation face aux défis nationaux.

La tribune appelle ainsi à une prise de responsabilité collective, affirmant que l'histoire retiendra le 18 août, mais que son interprétation dépendra des choix actuels des citoyens. Cette date pourrait, selon l'auteur, symboliser soit une renaissance nationale, soit une opportunité historique insuffisamment exploitée.

Enfin, Youssou Fofana plaide pour un Mali fondé sur des institutions solides, des dirigeants responsables et une société unie autour de l'intérêt supérieur de la nation. Il insiste sur la nécessité de dépasser les clivages politiques et les divisions internes afin de replacer le pays sur une trajectoire de stabilité et de progrès.

Dans un ton à la fois critique et appelant à l'unité, la tribune conclut que le Mali transcende les régimes, les partis et les individus. Elle appelle les citoyens à placer la nation au-dessus des considérations personnelles et politiques, dans un contexte où les défis actuels exigent, selon l'auteur, un sursaut collectif.

Karamoko B Keita

La diplomatie culturelle : le « Soft Power » du Mali au service de la paix, de la réconciliation et de son influence internationale



À une époque où les relations internationales ne se construisent plus uniquement par la puissance économique ou militaire, mais également par la capacité des États à séduire, à convaincre et à inspirer, la diplomatie culturelle s'impose comme l'un des leviers les plus efficaces de l'influence contemporaine.

Le Mali possède, sans conteste, tous les atouts pour devenir une puissance culturelle de référence en Afrique. Berceau de grandes civilisations, héritier de Tombouctou, de Djenné, des Falaises de Bandiagara, de la Charte du Mandé, des traditions orales, des griots, de la musique et d'un patrimoine immatériel exceptionnel, notre pays dispose d'une richesse que beaucoup de nations nous envient. Encore faut-il transformer ce patrimoine en véritable instrument diplomatique.

C'est précisément la conviction que je développe dans mon ouvrage : « La diplomatie culturelle sous l'angle de la Délégation permanente du Mali auprès de l'UNESCO : Influence et stratégie, paru dans les éditions de l'Harmattan, Paris Juin 2026 ». J'y défends l'idée que la culture ne constitue pas seulement un héritage à préserver ; elle représente un outil stratégique d'influence, de dialogue, de développement économique et de prévention des conflits. La diplomatie culturelle repose sur la promotion de la culture nationale, le dialogue interculturel et le « soft power », c'est-à-dire la capacité d'un État à renforcer son influence sans recourir à la contrainte.

Dans cette perspective, la décision du Président de la Transition, le Général d'Armée, Chef de l'État, et des plus hautes autorités maliennes de consacrer 2025 et 2026 à la Culture apparaît comme une vision stratégique particulièrement pertinente. Au-delà de sa portée symbolique, cette initiative traduit une compréhension moderne des enjeux contemporains : une nation se reconstruit autant par son école que par sa culture.

La paix durable ne se résume pas à l'absence de conflit. Elle suppose une réconciliation des mémoires, une reconnaissance des identités, une valorisation des patrimoines communs et un dialogue permanent entre les communautés. C'est précisément ce que rappelle le mandat de l'UNESCO : « Construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes. » La culture devient alors un langage universel capable de rapprocher les peuples, de restaurer la confiance et de consolider la cohésion sociale.

L'histoire du Mali démontre d'ailleurs que nos traditions ont toujours privilégié le dialogue comme mode de résolution des différends. La Charte du Mandé, le cousinage à plaisanterie, la médiation des griots, l'hospitalité et la parole donnée constituent autant de mécanismes ancestraux qui continuent d'inspirer les démarches de réconciliation nationale. Ces valeurs, profondément enracinées dans notre civilisation, illustrent que la culture est un facteur de stabilité et non un simple héritage historique.

IESS | INSTITUT D'ETUDES STRATÉGIQUES POUR LE SAHEL

La diplomatie culturelle offre également au Mali une formidable opportunité de redorer son image internationale. Depuis plusieurs années, l'actualité du pays est trop souvent résumée aux crises sécuritaires. Pourtant, le Mali demeure une référence mondiale en matière de patrimoine, de création artistique et de diversité culturelle. Il est temps que cette réalité retrouve toute sa place dans le récit international sur notre pays.

Le « soft power » n'est plus un concept théorique. Il est devenu un instrument majeur des relations internationales. De nombreuses puissances investissent massivement dans la diffusion de leur langue, de leur patrimoine, de leurs universités, de leurs industries créatives et de leur culture afin de renforcer leur influence. Le Mali dispose des ressources nécessaires pour suivre cette voie en s'appuyant sur ses artistes, ses intellectuels, sa jeunesse, sa diaspora et ses institutions culturelles.

Dans ce dispositif, la Délégation permanente du Mali auprès de l'UNESCO occupe une place stratégique. Son rôle dépasse largement la seule protection du patrimoine. Elle constitue un véritable outil de diplomatie multilatérale capable de promouvoir la culture malienne, de développer des partenariats internationaux, de mobiliser des financements, de renforcer la visibilité du pays et de faire entendre la voix du Mali dans les grands débats mondiaux sur la culture, l'éducation, les sciences et le développement durable.

Les années 2025 et 2026 doivent donc être considérées comme le point de départ d'une politique culturelle ambitieuse et durable. Elles ne sauraient être une simple succession d'événements artistiques. Elles doivent ouvrir la voie à une véritable stratégie nationale de diplomatie culturelle, articulée autour de plusieurs priorités : renforcer l'éducation culturelle des jeunes, protéger le patrimoine matériel et immatériel, soutenir les industries culturelles et créatives, promouvoir le tourisme culturel, développer les partenariats avec la diaspora, intensifier la présence du Mali dans les organisations internationales et faire de la culture un moteur de développement économique.

La culture constitue aujourd'hui une richesse économique autant qu'un facteur de cohésion sociale. Les industries culturelles créent des emplois, favorisent l'innovation, attirent les investisseurs et participent au rayonnement des nations. Pour le Mali, elles représentent une opportunité de diversification économique tout autant qu'un puissant levier de reconstruction nationale.

Dans un monde marqué par les fractures identitaires, les conflits et les replis communautaires, le Mali possède un message singulier à porter. Celui d'une civilisation qui, depuis des siècles, fait du dialogue, du vivre-ensemble et du respect de la diversité des valeurs fondatrices.

Faire de la diplomatie culturelle un pilier de notre politique extérieure n'est donc pas un luxe ; c'est une nécessité stratégique. Elle permet de renforcer l'image du Mali, d'accroître son influence internationale, de soutenir son développement économique et, surtout, de contribuer à bâtir une paix durable fondée sur la connaissance, le respect mutuel et la reconnaissance de notre patrimoine commun.

L'Année de la Culture 2025-2026 ne doit pas être une parenthèse. Elle doit devenir le socle d'une nouvelle ambition nationale où la culture, l'éducation et la diplomatie culturelle marchent ensemble pour faire du Mali une référence africaine du « soft power », au service de la paix, de la réconciliation nationale et du rayonnement international.

Dr. Oumar KEÏTA

Ancien ambassadeur délégué permanent du Mali auprès de l'Unesco

Secrétaire Général – Directeur Exécutif du Haut Conseil de la Diplomatie Africaine - HCDA

Directeur de l'Institut d'Études Stratégiques pour le Sahel - IESS

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Enseignement supérieur : Les différents types de doctorats et leurs spécificités



Le doctorat représente généralement le plus haut grade universitaire dans le système d'enseignement supérieur. Toutefois, selon les pays, les traditions académiques et les objectifs de formation, il peut revêtir plusieurs formes aux finalités distinctes.

Parmi les principales catégories, on distingue d'abord le doctorat unique, largement utilisé dans plusieurs pays francophones. Il a progressivement remplacé l'ancien doctorat d'État. Ce diplôme sanctionne un travail de recherche original, matérialisé par la rédaction et la soutenance d'une thèse devant un jury académique. Il constitue une étape majeure dans le parcours universitaire des chercheurs.

Dans les pays anglophones, le doctorat de recherche, plus connu sous l'appellation Ph.D., est la forme la plus répandue. Il est essentiellement orienté vers la production de nouvelles connaissances scientifiques et la formation à la recherche. Le candidat doit démontrer sa capacité à mener des travaux originaux et à contribuer à l'avancement de son domaine d'étude.

À côté de ces parcours académiques classiques, il existe également le doctorat professionnel. Celui-ci s'adresse aux praticiens et professionnels souhaitant approfondir leur expertise. Contrairement au doctorat de recherche, il met davantage l'accent sur l'application des connaissances, la résolution de problèmes concrets et l'innovation dans un domaine d'activité spécifique. Il combine souvent expérience professionnelle et travaux de recherche appliquée.

Enfin, le doctorat honorifique, ou Doctor Honoris Causa, occupe une place particulière dans le paysage universitaire. Il est attribué par une institution académique à une personnalité ayant marqué son domaine par des contributions exceptionnelles. Ce titre ne nécessite ni inscription universitaire, ni rédaction de thèse, ni soutenance, et constitue avant tout une reconnaissance symbolique.

Dans l'ensemble, ces différentes formes de doctorats répondent à des objectifs variés. Si certains valorisent la production scientifique et la recherche académique, d'autres mettent en avant l'expertise professionnelle ou encore la reconnaissance d'un parcours exceptionnel. Cette diversité illustre l'adaptation des systèmes universitaires aux besoins contemporains de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Nigeria : L'ancien ministre Uche Nnaji arrêté dans une affaire présumée de faux diplômes



L'ancien ministre nigérian de la Science et de la Technologie, Uche Nnaji, a été arrêté ce mercredi à l'aéroport international Nnamdi Azikiwe d'Abuja, à son arrivée à bord d'un vol privé en provenance d'Enugu. Selon des sources aéroportuaires citées par le média PREMIUM TIMES, les forces de l'ordre l'attendaient dès sa descente d'avion avant de procéder à son interpellation. Il a ensuite été transféré vers les services compétents dans le cadre de la procédure judiciaire en cours.

Cette arrestation marque une nouvelle étape dans une affaire qui secoue la scène politique nigériane depuis plusieurs mois. La Commission indépendante des pratiques de corruption (ICPC) recherchait l'ancien ministre à la suite d'accusations de falsification de documents officiels. Sa chute avait débuté l'année dernière lorsqu'il avait été contraint de quitter le gouvernement après la révélation d'irrégularités concernant ses qualifications universitaires.

À la mi-juin, la Haute Cour fédérale d'Abuja avait ordonné son arrestation immédiate, estimant qu'il avait refusé à plusieurs reprises de répondre aux convocations des enquêteurs. Le tribunal avait également autorisé l'ICPC à le déclarer publiquement recherché à travers les médias nationaux et les réseaux sociaux afin de faciliter son interpellation.

L'affaire trouve son origine dans une enquête d'investigation de deux ans menée par PREMIUM TIMES. Les révélations publiées en octobre dernier affirmaient que Uche Nnaji avait falsifié son diplôme de l'Université du Nigeria à Nsukka (UNN) ainsi que son certificat du National Youth Service Corps (NYSC), document obligatoire pour de nombreux responsables publics au Nigeria.

Selon les éléments de l'enquête, ces documents auraient été présentés au président Bola Tinubu et au Sénat nigérian lors de la procédure ayant conduit à sa confirmation comme ministre en 2023. Son arrestation ouvre désormais une nouvelle phase judiciaire dans un dossier qui met en lumière les exigences de transparence et d'intégrité au sein des institutions nigérianes.

Arouna Sidibé

Clôture de session au Sénégal : Ousmane Sonko trace la feuille de route des réformes



La clôture de la session ordinaire de l'Assemblée nationale sénégalaise a offert au Premier ministre Ousmane Sonkol'occasion de dresser un bilan de l'activité parlementaire et d'esquisser les grandes orientations de l'action gouvernementale. À travers une allocution axée sur les institutions, les réformes et les perspectives, le chef du gouvernement a privilégié un discours tourné vers la gouvernance et la transformation de l'État.

Devant les députés, Ousmane Sonko a mis l'accent sur le rôle du Parlement dans le renforcement de la démocratie et du contrôle de l'action publique. Il a défendu la nécessité de poursuivre les réformes engagées afin de consolider les institutions et d'améliorer leur efficacité, tout en appelant à inscrire l'action parlementaire dans une vision de long terme.

Le Premier ministre a également insisté sur la responsabilité des pouvoirs publics dans la mise en œuvre des changements attendus par les Sénégalais. Selon lui, l'exercice du pouvoir ne saurait se limiter aux critiques du passé, mais doit se traduire par des réformes concrètes capables de produire des résultats durables.

Ce discours, marqué par un ton institutionnel, contraste avec le climat de confrontation politique qui caractérise souvent le débat public au Sénégal. Plutôt que d'alimenter les polémiques, Ousmane Sonko a choisi de recentrer son intervention sur les priorités de son gouvernement et sur les ambitions portées par la nouvelle majorité.

Si cette allocution ne mettra pas un terme aux divergences entre pouvoir et opposition, elle contribue à installer le récit d'un Parlement appelé à jouer un rôle plus actif dans les transformations institutionnelles du pays. Pour les partisans du gouvernement, cette clôture de session marque moins l'achèvement d'un cycle parlementaire que le lancement d'une nouvelle étape consacrée à la mise en œuvre des réformes annoncées.

Les prochains mois permettront de mesurer si les engagements réaffirmés devant la représentation nationale se traduiront par des résultats concrets et des changements perceptibles pour les citoyens.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Coupe du monde 2026 : La Côte d'Ivoire et le Sénégal quittent la compétition, l'Afrique garde l'espoir



La Coupe du monde 2026 a perdu deux de ses représentants africains les plus ambitieux. Après des huitièmes de finale disputés avec courage, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont été éliminés, mettant un terme à leurs rêves de poursuivre l'aventure mondiale.

Les Éléphants de Côte d'Ivoire se sont inclinés face à la Norvège (2-1) au terme d'une rencontre intense où ils n'ont jamais cessé de se battre. Quelques heures plus tard, les Lions de la Teranga ont livré un véritable bras de fer contre la Belgique avant de s'incliner sur le score de 3 buts à 2. Deux défaites cruelles qui laissent un goût amer aux supporters africains.

Malgré l'élimination, les deux sélections peuvent quitter la compétition avec les honneurs. Elles ont démontré de l'engagement, de la solidarité et une grande détermination face à des adversaires européens expérimentés. Les joueurs ivoiriens et sénégalais ont « mouillé le maillot », refusant de céder jusqu'au coup de sifflet final.

Au-delà du résultat, plusieurs observateurs estiment que la réussite n'a pas toujours été du côté des représentants africains. Entre des décisions arbitrales controversées et un manque de réussite dans les moments décisifs, la chance n'a pas semblé sourire à la Côte d'Ivoire comme au Sénégal.

Toutefois, l'aventure africaine dans cette Coupe du monde est loin d'être terminée. Plusieurs sélections du continent sont encore en lice et continuent de porter les espoirs de millions de supporters. L'Algérie, l'Égypte, le Cap-Vert et le Ghana ont encore l'opportunité de prolonger le rêve africain et de démontrer que le football du continent peut rivaliser avec les meilleures nations du monde.

Si la Côte d'Ivoire et le Sénégal quittent prématurément la scène mondiale, leur parcours rappelle une fois de plus que l'Afrique dispose de talents capables de rivaliser au plus haut niveau. Le rêve est brisé pour deux géants, mais il demeure vivant pour tout un continent.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com